

1,8,9

Guide tentations

Les jeunes
designers
côté jardin
Pages 35 et 36



En passant
par la Loren
Page 41

Voyages:
Cracovie
éternel
Pages 42 et 43

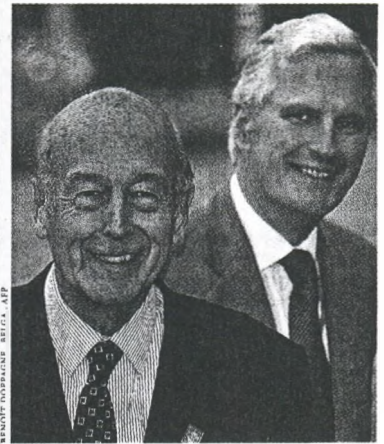


Libération

Mouvement social Vivement la rentrée!



Deux mois
de mobilisation
ont redessiné le
paysage syndical.
La suite en
septembre... Page 2



L'UE nouvelle se cherche en Grèce

Ce matin près de Thessalonique, VGE (photo) passe le grand oral: il présente aux 25 chefs d'Etat de l'Europe élargie son projet de Constitution commune. Pages 8 et 9

Affaire Alègre: Patricia en prison

L'une des deux ex-prostituées qui ont multiplié les révélations dans «l'affaire Alègre» et mis en cause des notables de Toulouse a été mise en examen et incarcérée. Page 16

Soulages, tracé dans le noir

A 83 ans, l'artiste présente à la BNF à Paris son «œuvre imprimé» et explique comment les matières, la lumière et le hasard façonnent son travail. Pages 28 et 29



Hier
à Paris

(Publicité)

The Economist | Tellement plus que l'économie



Gandhi
Gates
Potter

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Antilles, Réunion-Guyane 1,60 Eur., Allemagne 1,80 Eur., Autriche 2,30 Eur., Belgique 1,20 Eur., Cameroun 1100 CFA, Canada \$ 3,25, Côte d'Ivoire 1100 CFA, Danemark 16 Kr., Espagne 1,70 Eur., Finlande 2,30 Eur., Gabon 1100 CFA, Grande-Bretagne 1,20 L., Grèce 1,70 Eur., Irlande 2,0 Eur., Israël 12 Nis, Italie 1,70 Eur., Luxembourg 1,20 Eur., Maroc 12 Dh, Norvège 22 Kr, Pays Bas 1,80 Eur., Portugal Cont 1,70 Eur., Sénégal 1100 CFA, Suède 22 Kr, Suisse 2,5 F, USA \$ 3

DEUXIEME EDITION NUMERO 6874

www.liberation.fr

M 00135 620 - F. 1,20 €

UE: LE PARI REUSSI DE GISCARD

Il présente son projet de Constitution lors du sommet de Thessalonique.

Porto Carras envoyés apaisés. Valéry Giscard d'Estaing a réussi son pari, et il va pouvoir savourer sa victoire. Le président de la Convention européenne présente ce matin aux vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement son projet de constitution pour une Union élargie. Un succès inespéré, comme l'a dit VGE, d'autant qu'il a réussi à respecter le délai qui lui avait été fixé en décembre 2001. Mais son œuvre n'a rien de définitif puisque les «chefs» doivent encore lui donner leur accord tel qu'il est, l'amender ou, carrément, en rédiger un autre.

Ambiguïté. Le sommet européen donnera une première indication de la température: selon qu'il sera qualifié de «point de départ», de «bonne base» ou encore de «bonne base de départ», VGE saura si son «bébé» survivra ou non à la Conférence intergouvernementale (CIG) qui débutera à la mi-octobre. C'est bien là toute l'ambi-

guïté européenne: alors qu'une assemblée composée de 105 représentants des gouvernements, des Parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission se sont mis d'accord, pour la première fois de l'histoire européenne, sur un texte relativement ambitieux, au final, ce sont les Etats qui décideront, seuls et dans le secret, de la Constitution. Une curieuse conception de la démocratie qui est illustrée jusqu'à la caricature par l'organisation paranoïaque du sommet concoctée par la présidence semestrielle grecque de l'Union. Après avoir longtemps affirmé que le Conseil européen se réunirait à Thessalonique, les Grecs l'ont délocalisé, il y a deux mois, à 150 kilomètres au sud de la capitale de la Macédoine grecque, sur la presqu'île de Sithonia, dans un complexe hôtelier de Porto Carras. Officiellement, il s'agissait d'éviter les manifestations altermondialistes. Officieusement, on murmure que le gouverne-

ment de Costas Simitis veut surtout relancer le somptueux complexe hôtelier de Porto Carras, délaissé par les touristes allemands et autrichiens à la suite de la guerre des Balkans; en lui fournissant une publicité inespérée... Le problème est que les Vingt-Cinq - c'est la première fois que les pays candidats assistent à un sommet de bout en bout - donnent la désastreuse impression de fuir les citoyens européens pour parler de leur avenir. D'autant qu'Athènes n'a pas fait les choses à moitié en mobilisant 15000 policiers, militaires et pompiers afin d'isoler les «chefs» du reste du monde.

Le prix de l'isolement. Mais la nature a bien fait les choses en désorganisant le bel ordonnancement prévu. Afin de ne pas être gênés par l'éloignement et d'échapper aux regards indiscrets, les Vingt-Cinq devaient se rendre de l'aéroport de Thessalonique à Porto Carras en hélicoptère. Mais un violent orage a contraint nombre de chefs d'Etat et de gouvernement à prendre la route comme le commun des mortels... Ils ont ainsi pu apprécier le prix de l'isolement, comme les milliers de journalistes et de membres de délégation obligés de parcourir chaque jour entre 100 et 200 kilomètres, faute d'infrastructures hôtelières suffisantes dans la presqu'île de Sithonia. Un tel sommet ubuesque ne se répétera pas, puisqu'à partir du 1^{er} juillet, tous les conseils européens auront lieu à Bruxelles. Une décision qui avait été prise à Nice, en décembre 2000, afin de simplifier la vie de l'Union européenne. VGE n'a d'ailleurs pas proposé de revenir sur cette innovation.

NATHALIE BURGIS et JEAN QUATREMER



Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention européenne, hier, à Thessalonique.

Jean-Claude Juncker, Premier ministre luxembourgeois, insatisfait du projet VGE: «Tout va devenir encore plus imprévisible»

A 48 ans, Jean-Claude Juncker est, avec Jacques Chirac, le vétéran du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. Le Premier ministre du plus petit pays de l'Union européenne, le Luxembourg, souvent cité comme possible premier président du Conseil européen, n'est pas satisfait du projet de Constitution présenté par Giscard d'Estaing, notamment dans sa partie institutionnelle. Il estime que beaucoup reste à négocier par les Etats. Entretien.

Le projet de Constitution crée un poste de président du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement auquel vous vous êtes longtemps opposé.

Les petits Etats ont su opérer le virage quand il l'a fallu. Il est donc curieux que la Commission persiste à plaider pour que chaque pays dispose d'un commissaire alors qu'il y a beaucoup plus important, comme de demander l'extension supplémentaire du vote à la majorité qualifiée. La principale attente des opinions publiques ne risque-t-elle pas d'être déçue puisqu'aucun progrès réel n'est fait sur le plan de la politique étrangère?

Il est remarquable que la Convention n'ait pas surmonté les blocages lourds et les volontés nationales fortes des grands pays membres. Je regrette que la politique étrangère reste arrimée



soit celui des ministres de l'Economie et des Finances ou le Conseil des ministres de l'Intérieur et de la Justice. Avec le projet de Constitution, chaque formation du Conseil élira, selon des modalités à déterminer par le Conseil européen, son propre président pour des durées variables. Tout va devenir encore plus illisible et imprévisible. Et la responsabilisation des acteurs européens va en pâtir. Et quels seront les rapports entre le président du Conseil européen et les multiples présidents du Conseil des ministres?

En revanche vous acceptez désormais la réduction de la taille de la Commission après avoir longtemps défendu le principe d'un commissaire par Etat membre.

Les petits Etats ont su opérer le virage quand il l'a fallu. Il est donc curieux que la Commission persiste à plaider pour que chaque pays dispose d'un commissaire alors qu'il y a beaucoup plus important, comme de demander l'extension supplémentaire du vote à la majorité qualifiée. La principale attente des opinions publiques ne risque-t-elle pas d'être déçue puisqu'aucun progrès réel n'est fait sur le plan de la politique étrangère?

Il est remarquable que la Convention n'ait pas surmonté les blocages lourds et les volontés nationales fortes des grands pays membres. Je regrette que la politique étrangère reste arrimée

Les craintes européennes de Washington

Depuis le conflit irakien, la construction de l'UE inquiète les néoconservateurs.

Washington de notre correspondant

Coiffé d'un béret, le poitrail portant les lettres «UE» insérées dans une couronne d'étoiles, le poing serré vers le firmament, une sorte de superman fonce dans le ciel. Tout en bas, on reconnaît les contours de l'Europe. Ce dessin ornait, la semaine dernière, la couverture de l'hebdomadaire *The New Republic*, sous la manchette: «Superpower Europe». Deux articles sont annoncés: «Pourquoi l'Amérique devrait craindre l'économie européenne» et «Pourquoi l'Amérique devrait craindre la construction européenne...» Il est très rare que l'Union européenne fasse la une des journaux américains. Mais depuis la résistance franco-allemande à la guerre en Irak, quelque chose a changé. Jusque-là, Washington considérait l'Europe comme une alliée fidèle et inoffensive. Les néoconservateurs considéraient que ce continent en paix, militairement nul, démographiquement sur le déclin et économiquement faiblard, ne méritait pas vraiment une attention démesurée (1). Mais l'Union européenne est subitement devenue un danger potentiel. «Dans les discussions en ville, certains se demandent désormais si l'on ne vivrait pas mieux sans la construction européenne», regrette ainsi James Steinberg, ancien numéro deux du conseil national de sécurité de l'administration Clinton.

«Les intentions hostiles de la France». Dans *The New Republic*, Andrew Sullivan, ancien rédacteur en chef du magazine, n'y va pas par quatre chemins: «La principale puissance qui bénéficie de la réussite de la construction européenne sera la France. Et les intentions de la France, comme nous en avons eu l'amère expérience, sont essentiellement hostiles aux Etats-Unis, culturellement, économiquement et diplomatiquement. C'est le défi actuel de la politique étrangère américaine: comment empêcher la nouvelle Constitution européenne de devenir réalité, comment courtiser et garder la loyauté des gouvernements et des Etats proaméricains, comment sauver la nouvelle Europe de l'étreinte abrutissante et nuisible de l'ancienne.»

En évoquant «l'ancienne» et la «nouvelle» Europe, Andrew Sullivan fait directement allusion à une distinction faite par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, qui avait ainsi opposé bons et mauvais alliés des Etats-Unis. Cette petite phrase avait été analysée comme une tentative de changer radicalement de doctrine vis-à-vis de l'Europe. Depuis les années 50, la stratégie américaine a toujours été de soutenir mordicus la construction européenne. John F. Kennedy avait formulé cette stratégie dans son fameux discours de Philadelphie du 4 juillet 1962: «Nous ne considérons pas une Europe unie et forte comme une rivale, mais comme un partenaire. Aider ce projet est la base de notre politique étrangère.»

Avec la guerre en Irak, l'administration américaine ne voit plus les choses tout à fait de cette manière. L'Union européenne est sous observation, explique ainsi Robert Bradtke, assistant secrétaire d'Etat pour les Affaires européennes et eurasiatiques: «Nous allons examiner attentivement comment l'Union européenne va se présenter. Va-t-elle vraiment se placer en opposition, ou comme «contrepois» aux Etats-Unis? J'ai l'impression que ce n'est pas encore tranché. Mais vu ce qui s'est passé pendant les trois ou quatre derniers mois, il y a vraiment de bonnes raisons d'être préoccupé.» Le mot de «contrepois»,

dans le langage codé de Washington, désigne directement les ambitions prêtées à la France en général, et au président Jacques Chirac en particulier. Les néoconservateurs, dont le cœur du projet est de pérenniser à jamais l'unipolarité du monde, ont horreur de cette idée de «contrepois». Les Français, de leur côté, ne font absolument rien pour démentir une telle ambition. Récemment, pour vanter l'intérêt de la construction européenne, un diplomate français soulignait que seule l'existence de la monnaie unique avait permis le bras de fer avec les Etats-Unis sur l'Irak: une telle crise aurait en effet, en d'autres temps, fait voler en éclat le système monétaire européen. «Désormais, on peut faire des bras d'honneur aux Américains», concluait-il.

Orphelins du couple Reagan-Thatcher. Les Etats-Unis invitent les pays de l'Est à refuser une certaine forme d'intégration européenne, notamment en matière militaire: l'Otan doit, selon eux, rester la base de la défense collective. Les Américains iront-ils plus loin? Pour Charles Kupchan, professeur à l'université de Georgetown et expert au Council on Foreign Relations, «il ne fait aucun doute que quelques éléments de l'administration Bush préfèrent diviser les Européens plutôt que faciliter leur intégration, mais ce n'est pas encore une position commune: le débat entre durs et modérés n'est pas encore clos.»

Un petit groupe s'agit beaucoup pour peser sur ce débat: une poignée d'euroscéptiques anglais vivant sur le continent américain, orphelins du couple Reagan-Thatcher, et qui surfont sur l'anglophobie passionnée des néoconservateurs américains. On y compte des gens comme Andrew Sullivan (l'auteur de l'article de *New Republic*), Tony Blankley (ancien attaché de presse du représentant républicain Newt Gingrich et actuellement chroniqueur au *Washington Times*), John O'Sullivan (rédacteur en chef d'*UPI* et chroniqueur pour *National Review*), ou encore Conrad Black (le patron du groupe de presse Hollinger, qui est basé au Canada)... On peut aussi rajouter à cette liste le polémiste Christopher Hitchens, du célèbre magazine *Vanity Fair*, qui, bien que parti de la gauche, est en train de gagner les rangs des néoconservateurs.

«Tous ces gens-là cherchent à impliquer les Etats-Unis dans le débat européen. Ils tentent de le convaincre que la Grande-Bretagne périsse si Washington ne fait rien», commente Patrick Chamorel, professeur à l'université George Washington, qui travaille sur l'euroscéptisme américain. Selon lui, la dureté de certains Américains contre la France, au moment du conflit irakien, s'explique largement par la volonté de «casser les reins des Français pour casser l'Europe». Pour remplacer l'Union européenne comme partenaire des Etats-Unis, cet atelage d'euroscéptiques anglais et de néoconservateurs américains rêve d'une «anglosphère», chimère géopolitique qui regrouperait tous les pays de langue anglaise... ●

PARCAL RICHE

(1) Lire Robert Kagan, *La Puissance et la Faiblesse, les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Plon, 2003.

Réçu par JEAN QUATREMER